

A photograph showing several hands of different skin tones reaching towards the center, where they are assembling a cluster of colorful plastic gears. The gears are in shades of yellow, orange, red, pink, and teal. The background is a soft-focus indoor setting.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-25

Directeur des poursuites
criminelles et pénales

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Document préparé par le
Directeur des poursuites criminelles et pénales

ÉTUDES DES CRÉDITS 2024-25

Directeur des poursuites
criminelles et pénales

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
P.1	SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 (ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2023-2024, INDIQUER : A) LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D) LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE; E) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	2
P.6	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2023-2024. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	3
P.7	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2023-2024.	4
P.9	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2023-2024. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : - LE MANDAT; - LES MEMBRES; - LE BUDGET; - LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES; - LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2023-2024; - LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	5
P.10	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2023-2024. INDIQUER, POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR; E. LES PROCÈS-VERBAUX; F. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE); G. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2023-2024.	19

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
P.11	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2023-2024 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.	20
P.15	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2023-2024 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.	21
P.20	POUR 2023-2024, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2024-2025. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024, DE SA MISE EN ŒUVRE.	22
P.56	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2023-2024 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTRES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISEZ : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; E. LE NOM D'UNE ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTRE ET ORGANISME.	23
P.57	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2023-2023.	24
P.62	POUR 2023-2024, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.	25
P.63	AU 31 MARS 2024, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	26
P.64	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	29
P.65	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2023-2024 (EX. : GANGS DE RUE, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE.	30
P.66	COÛTS ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES CONCERNANT LE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, ET CE, POUR LES DISTRICTS DE BEAUHARNOIS, BEDFORD, DRUMMOND, SAINT-AURICE, QUÉBEC, LAVAL, SAINT-FRANÇOIS, MONTMAGNY, MÉGANTIC ET MINGAN. A) LA VENTILATION DES EFFECTIFS EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS D'EMBAUCHES ET DE DÉPARTS POUR 2024-2025; B) LE NOMBRE DE DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE TRAITÉS EN 2023-2024 ET LES DÉLAIS; C) LES COÛTS ENGENDRÉS PAR L'IMPLANTATION DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE; D) LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	32

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
P.69	ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD (NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES, INTERPRÈTES ET PROCUREURS).	33
P.71	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.	34
P.72	POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION OU DE PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	35
P.73	TOUT DOCUMENT PRÉPARÉ VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT OU DU PARCOURS JUDICIAIRE D'UNE VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.	40
P.74	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2024.	42
P.76	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2023-2024. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	43
P.77	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION.	44
P.78	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2023-2024.	45
P.79	BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES DE LA STRATÉGIE DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, VENTILÉ ET SOMMES OCTROYÉES PAR MESURE EN DATE DU 31 MARS 2024.	46
P.84	BILAN DE MISE EN ŒUVRE PAR MESURE, AVEC ÉCHÉANCIER ET SOMMES VERSÉES POUR CHACUNE DES MESURES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE. VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'UTILISATION DES BUDGETS.	50
P.99	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	52
P.101	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2023-2024. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	53
P.125	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2023-2024 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i> (L.R.Q. CHAP. C. 11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	54

NOTA : À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 29 FÉVRIER 2024.

Question 01	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2023-2024 (PRÉVISIONS POUR 2024-2025) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).
-------------	--

	2023-2024
LOGICIELS	161 946 \$
MATÉRIEL	644 970 \$
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none">• INTERNE• EXTERNE	8 664 116 \$ 627 137 \$
TOTAL	10 098 169 \$

<div>Question 02</div>	<p>POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2023-2024, INDIQUER :</p> <p>A) LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION ;</p> <p>B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ;</p> <p>C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV ;</p> <p>D) LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE ;</p> <p>E) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.</p>
------------------------	--

Cette question ne s'applique pas au DPCP puisqu'il n'y a aucun conseil d'administration.

Question 06	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDiquer LES RÉALISATIONS EN 2023-2024. INDiquer ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.
-------------	--

LES RÉALISATIONS POUR 2023-2024

- Déploiement des solutions d'affaires – volet criminel (réalisation en cours) suspendue le 19 juin 2023. L'information est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse : <https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/mode-liste/>.
- Refonte du site intranet (réalisation en cours).

Aucune somme n'a été avancée en 2023-2024 par le fonds de suppléance du Conseil du trésor.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2024-2025

Question 07	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2023-2024.
-------------	---

Date	Nombre de mandats	Description du mandat	Dépense 2023-2024
2023-04-14	1	Projet immobilier : 795, avenue du Palais, Saint-Joseph-de-Beauce	3 908 \$
2023-06-12	1	Projet immobilier : 380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	7 613 \$
2023-07-01	1	Projet immobilier : 851, 3 ^e Rue, Amos	358 229 \$
2023-07-11	1	Projet immobilier : 74, rue Académie, Salaberry-de-Valleyfield	13 635 \$
2023-07-25	1	Projet immobilier : 1, rue Notre-Dame Est, Montréal	21 961 \$
2023-09-25	1	Projet immobilier : 891, 3 ^e Rue Ouest, Amos	71 050 \$
Multiple	1	Travaux liés à la sécurité	5 382 \$
Multiple	10	Travaux divers	21 262 \$
Total	17	Total	503 040 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2024-2025

Question 09	<p>LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2023-2024, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :</p> <p>A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2023-2024; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.</p>
-------------	---

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Comité régional mixte des représentants de la justice pénale	Faciliter la communication pour la recherche de solutions pratiques dans la gestion des dossiers avec des partenaires des autres ministères des gouvernements du Québec et du Canada.	M ^e Nicolas Glendenning	4
Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal – CoSSUM	Ce comité stratégique a pour mandat d’assurer la complémentarité des actions mises en œuvre en sécurité urbaine par tous les acteurs gouvernementaux et institutionnels concernés, définir les interventions les plus urgentes à mettre en œuvre et définir une stratégie régionale de prévention en sécurité urbaine à moyen et à long terme.	M ^e Véronic Champagne	4
Groupe de travail interministériel – Tribunal spécialisé	Participer aux travaux concernant la mise sur pied du tribunal spécialisé en matière de violences sexuelles et de violence conjugale. Le groupe de travail est dirigé par M. Gabriel Lacroix-Dufour. Plusieurs partenaires sont présents. Ce groupe a été créé à la suite du dépôt du rapport Rebâtir la confiance dont une des recommandations était la création d’un tribunal spécialisé. Ce groupe de travail a produit un premier rapport le 19 août 2021. Les travaux se poursuivent depuis.	M ^e Anny Bernier M ^e Audrey Mercier-Turgeon M ^e Joëlle Huot M ^e Jennifer Landry	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Comité sur le renouvellement de l'entente de communication des renseignements entre le Service correctionnel du Canada et le DPCP	Renouveler l'entente relative aux informations concernant les sentences de 1995 conclue entre le Canada et le Québec.	M ^e Annouck Balzer M ^e Nicolas Glendenning M ^e Melissa-Ann McFarland M. Dominic Saindon	5
Comité coordination des hauts fonctionnaires (CCHF)	Soulever les enjeux juridiques des provinces, échanger sur les meilleures pratiques, discuter des points à soulever aux réunions des ministres et sous-ministres FPT.	M ^e Véronic Champagne M ^e Anthony Cotnoir	2
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC)	Discuter des modifications à apporter aux lois en matière criminelle et pénale.	M ^e Anny Bernier M ^e Justin Tremblay M ^e Anthony Cotnoir	1
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC) – Section pénale	Puisque la responsabilité constitutionnelle du système canadien de justice pénale est partagée entre les gouvernements fédéral, provincial et territorial, cette section offre une occasion unique de déterminer les enjeux juridiques et opérationnels à traiter et elle donne la possibilité de formuler des recommandations de réforme législative dans le domaine du droit pénal.	M ^e Anny Bernier	9
Comité des hauts dirigeants – services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	Comité formé des hauts dirigeants des organismes partenaires du SIAM qui sont responsables de déterminer les orientations du projet.	M ^e Audrey Mercier-Turgeon	3
Comité d'élaboration et de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027 (PAM3)	Assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme des aînés en maltraitance (PAM).	M ^e Frédérique Bouvier	0
Comité national aviseur pour le suivi de l'Entente-cadre nationale pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées et le suivi des processus d'intervention concertés (PIC)	Assurer la coordination de la mise en œuvre, de la mise en application et du suivi d'un processus d'intervention concerté dans chacune des régions sociosanitaires du Québec.	M ^e Frédérique Bouvier M ^e Nicolas Glendenning	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Sous-comité concernant l'échange de renseignements et la levée du secret professionnel chez les partenaires des processus d'intervention concertés	Favoriser l'évolution des pratiques et des « croyances véhiculées » concernant l'échange de renseignements personnels et la levée de la confidentialité, dans le contexte des PIC, afin de partager une vision commune des possibilités en la matière.	M ^e Frédérique Bouvier	2
Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou de négligence grave	Assurer le suivi de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou de négligence grave par tous les partenaires concernés et l'application de la procédure d'intervention sociojudiciaire.	M ^e Marie-Ève Laramée (jusqu'au 31 octobre 2023) M ^e Julie Pelletier (depuis le 1 ^{er} novembre 2023)	10
Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s	Échanger au niveau SMA et directeur sur le suivi des recommandations du Comité d'experts	M ^e Anny Bernier M ^e Audrey Mercier-Turgeon	1
Comité d'examen des décès d'enfants du Bureau du coroner	Étude systématique des cas de décès d'enfants qui ont fait l'objet d'un avis au coroner en vue de dégager des constats et des enjeux systémiques dans le but de : <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer de l'existence et de l'utilisation appropriée des outils, protocoles et méthodes d'enquête des décès d'enfants; - éclairer le coroner investigateur sur des questions spécifiques; - promouvoir des pratiques exemplaires. 	M ^e Marie-Ève Laramée (jusqu'au 31 octobre) M ^e Julie Pelletier (depuis le 1 ^{er} novembre 2023)	3
Comité des sous-ministres – nouvelle stratégie violence conjugale et rebâtir la confiance	Proposer des actions ou une stratégie aux autorités gouvernementales dans le cadre de la mise en œuvre de la <i>Politique d'intervention en matière de violence conjugale</i> , des orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle en lien avec la <i>Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021</i> .	M ^e Anny Bernier	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Comité consultatif sur la violence conjugale et la pratique judiciaire « Améliorer la pratique judiciaire pour accroître la sécurité des femmes victimes de violence conjugale ».	Ce comité a été créé par le regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale en novembre 2021 et se terminera au 31 mars 2024. Son but est d'améliorer le traitement judiciaire de la violence conjugale afin de lever les obstacles systémiques auxquels les femmes font face dans le processus de justice, particulièrement certaines d'entre elles, de manière à accroître leur sécurité. Pour ce faire, l'objectif est essentiellement de faire connaître le concept de contrôle coercitif aux acteurs du système judiciaire afin qu'ils connaissent mieux les différentes manifestations de la violence conjugale et qu'ils disposent d'outils pour mieux les documenter et les faire valoir devant le tribunal afin que celui-ci assure davantage les droits de ces victimes.	M ^e Maya Ducasse-Hathi M ^e Isabelle Dorion	6
Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Le mandat de la Table est de favoriser, par la concertation entre les services de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour prévenir et contrer la violence conjugale dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	M ^e Marie-Ève Laramée (jusqu'au 31 octobre 2023) M ^e Maya Ducasse-Hathi M ^e Isabelle Dorion	1
Comité interministériel rebâtir la confiance	Comité visant à réunir les différents ministères afin d'assurer le suivi des recommandations du rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.	M ^e Anny Bernier M ^e Audrey Mercier-Turgeon	0
Comité interministériel sur le tribunal spécialisé	Comité piloté par le ministère de la Justice visant à réunir les différents partenaires en lien avec la mise en œuvre d'un tribunal spécialisé en violence sexuelle et conjugale.	M ^e Anny Bernier M ^e Audrey Mercier-Turgeon M ^e Joelle Huot	1
Comité de travail interministériel sur la <i>Loi de Clare</i>	Comité analysant la possibilité d'inclure dans le corpus législatif québécois des dispositions autorisant les services de police à divulguer, proactivement ou sur demande, des renseignements personnels d'un tiers à son ou sa partenaire intime afin de l'aider à déterminer si elle ou il est susceptible de subir de la violence conjugale.	M ^e Marie-Ève Laramée (jusqu'au 31 octobre 2023) M ^e Maya Ducasse-Hathi M ^e Laurence Charbonneau-Emery	5
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et sexuelle – Niveau professionnel	Assurer la coordination de l'intervention gouvernementale en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle. Il relève du comité des sous-ministres – dossiers violence conjugale et agressions sexuelles.	M ^e Eliane Beaulieu M ^e Isabelle Dorion	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violence conjugale	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans le <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i> et dans le <i>Plan d'action spécifique 2020-2025</i> pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes ainsi que dans les actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de ces plans d'action.	M ^e Isabelle Dorion	1
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale du Bureau du coroner	Sous la responsabilité du coroner en chef, le comité exerce trois rôles en lien avec les décès survenus dans un contexte de violence conjugale au Québec, soit d'étudier un certain nombre de cas de décès qui ont fait l'objet d'un avis au coroner, de fournir des conseils au coroner sur des questions spécifiques et de partager les connaissances des membres en lien avec les décès survenus dans un contexte de violence conjugale. - Le 7 février 2022, le Bureau du coroner a produit un mémoire dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 15 qui vise à modifier la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> .	M ^e Isabelle Dorion	13
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violence conjugale – Volet autochtone : violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits	Ce comité assure la concertation à un niveau décisionnel des travaux du comité de travail interministériel.	M ^e Audrey Mercier-Turgeon	0
Comité de coordination interministérielle sur le suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Identifier les ministères et organismes pouvant être porteurs ou collaborateurs à la mise en œuvre d'actions découlant des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs et élaborer un plan d'action. Suivi des réalisations des actions du plan d'action.	M ^e Audrey Mercier-Turgeon	0
Comité permanent conjoint de liaison entre le ministère de la Justice du Québec et le Directeur des poursuites criminelles et pénales	S'assurer que les dossiers soulevant des questions juridiques d'intérêt commun reçoivent un traitement approprié.	M ^e Nicolas Abran M ^e Benoit Lauzon	0

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Comité stratégique provincial – délinquants à haut risque (DHR)	Échange sur les pratiques policières en matière de DHR.	M ^e Rachelle Pitre M ^e Pascal Dolaster M ^e Mélanie Haddad	0
Comité OREC-UPAC et DPCP	Le comité a pour but la coordination, la planification, la compréhension, la diffusion et l'uniformisation des conseils juridiques requis par l'UPAC en cours d'enquêtes et de procès, dont la responsabilité relève du Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales.	M ^e Patrice Peltier-Rivest	3
Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers	Identifier les attentes citoyennes en regard de l'utilisation de la caméra portative par les policiers. Réexaminer, en tenant compte de l'évolution de la situation, les enjeux qui ont été identifiés en 2019 dans le cadre du comité de travail, sur le plan technique, juridique, organisationnel et financier de l'utilisation de la caméra portative. Constituer des groupes de travail (notamment juridique et technologique), déterminer leurs mandats et superviser ces groupes de travail. Déterminer les situations où l'utilisation de la caméra portative par les policiers permettrait de répondre aux attentes citoyennes et aux objectifs, dans une perspective de gestion des risques. Déterminer les balises d'utilisation de la caméra portative par les policiers. Réaliser une coordination stratégique d'un projet pilote avec la Sûreté du Québec. Analyser les constats dégagés des différents groupes de travail, du groupe d'action pour lutter contre le racisme, du Comité consultatif sur la réalité policière ainsi que du projet pilote. Déterminer les pistes de solutions afin de munir des policiers, selon les modalités définies, le cas échéant, de caméras portatives.	M ^e Sophie Lamarre	2
Comité directeur de l'Autorité des marchés financiers	Assurer la coordination des opérations et déterminer l'orientation des dossiers en matière de crimes commis sur les marchés financiers. Ce comité sert surtout à faire un suivi sur les dossiers en cours et ceux à venir.	M ^e Paul J. Mercier	3
Comité de travail interministériel sur l'intimidation	Comité regroupant plusieurs ministères ayant participé à la mise en œuvre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 et qui a pour mandat d'en assurer le suivi.	M ^e Véronic Champagne	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire (TPCVJMS)	Consultations et réflexions communes de différents intervenants qui œuvrent auprès des jeunes pour le suivi du plan d'action concerté de lutte contre l'intimidation.	M ^e Véronic Champagne	4
Sous-comité amendements techniques et de fonds – CCSO-YJ	Le SCML a pour mandat de servir de tribune pour assurer un suivi et établir un dialogue permanent en ce qui concerne les questions stratégiques techniques et de fond qui sont relatives à la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> (LSJPA). Le SCML s'efforcera de cerner et, si possible, de résoudre les questions de nature technique de la LSJPA au moyen de modifications législatives. Le SCML sera également responsable de cerner les questions politiques de fond existantes et émergentes relatives à la justice pour les jeunes et à la LSJPA qui pourraient être traitées par des modifications législatives.	M ^e Véronic Champagne	3
Sous-comité en matière autochtone – CCSO-YJ	Établir une stratégie de justice autochtone pour lutter contre la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice au Canada, en collaboration avec les provinces, les territoires et les partenaires autochtones au pays.	M ^e Hippolite Brin	4
Comité interministériel de coordination et pérennisation du projet SEXTO	Nouveau comité assumant les activités liées à la coordination et à l'administration de la mise en œuvre de la méthode SEXTO : développement, promotion, coordination, formation.	M ^e Marc Forgues M ^e Véronic champagne	2
Comité aviseur – Direction des services professionnels correctionnels du Nunavik	Échanger sur les problématiques rencontrées et apporter des suggestions et des recommandations afin d'améliorer la qualité des services offerts par les services correctionnels en milieu ouvert au Nunavik. Le comité est formé des intervenants suivants : DSCP, MSP, DPCP, MJQ, KRG, CCJAT, AQAAD, Makivik et NSP.	M ^e Véronic Picard M ^e Geneviève Lamontagne	1
Criminal Justice Committee	Les différents intervenants s'entendent pour définir leurs engagements et les mécanismes de coordination en vue d'accroître et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts au sein de la région de Maniwaki de manière à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de la clientèle autochtone.	M ^e Pierre-Olivier Gagnon M ^e Neil Demmerle-Shantz M ^e Dominique Potvin	3

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Comité de sous-ministres adjoints/Plan d'action gouvernemental social et culturel des Premières Nations et des Inuits	Ce comité assure la concertation à un niveau décisionnel, l'application des orientations gouvernementales et la cohérence des actions en matière de développement social et culturel autochtone.	M ^e Anny Bernier	1
Forum sociojudiciaire autochtone	Documenter l'état des services disponibles, identifier les problématiques et assurer une vigie. Partager des informations à caractère sociojudiciaire liées aux enjeux sociaux et aux actions pouvant être prises chez les Premières Nations et les Inuits du Québec.	M ^e Véronic Picard M ^e Hippolite Brin	2
Comité québécois de coordination du programme de traitement de la toxicomanie de la cour du Québec (PTTCQ)	Coordonner la mise en application harmonieuse du PTTCQ au Québec.	M ^e Véronique Breton M ^e Marie-Ève Rodrigue	5
Comité de concertation entre la Commission d'examen des troubles mentaux et le Directeur des poursuites criminelles et pénales	Échanger sur les problématiques rencontrées et les meilleures pratiques à mettre en place entre la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM) et le DPCP relativement aux audiences devant la CETM.	M ^e Anny Bernier M ^e Nicolas Glendenning M ^e Megan Côté M ^e Magalie Provost	2
Comité interministériel – CETM	Favoriser la cohérence de l'évaluation de la dangerosité des individus effectuée par les différents organismes chargés de les surveiller.	M ^e Nicolas Glendenning M ^e Megan Côté M ^e Magalie Provost	3
Comité de suivi et de déploiement du programme de mesures de rechange général (PMRG)	Ce comité assure la concertation concernant le suivi et le déploiement du PMRG.	M ^e Véronique Breton	2
Comité des hauts dirigeants – transformation de la justice	Ce comité, sous la responsabilité du sous-ministre de la Justice, a pour mandat d'assurer la gouvernance des travaux réalisés dans le cadre de la transformation de la justice. Il réunit donc les hauts dirigeants des différents partenaires et assure un <i>leadership</i> stratégique dans le déploiement et la réalisation de la transformation.	M ^e Patrick Michel M ^e Sophie Lamarre	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Federal-provincial-territorial heads of prosecutions (HOP) / Chefs des poursuites pénales fédérales, provinciales et territoriales	Forum national permettant aux services des poursuites du Canada d'aborder les problèmes relatifs aux poursuites et d'échanger des renseignements et des pratiques exemplaires sur des questions de fond et de gestion.	M ^e Patrick Michel M ^e Anny Bernier M ^e Sophie Lamarre	2
Table Justice Québec	Ce comité, regroupant les principaux acteurs du milieu du droit et de la justice au Québec, travaille à l'élaboration d'une stratégie visant à réduire les délais judiciaires en matière criminelle.	M ^e Patrick Michel M ^e Sophie Lamarre M ^e Justin Tremblay	2
Comité Nunavik	Le Comité axe ses travaux sur cinq priorités, soit : <ul style="list-style-type: none"> • Offre de services juridiques au Nunavik; • Formation des avocats; • Soutien et accompagnement du Barreau pour les avocats au Nunavik; • Campagne d'information sur le rôle et les services du Barreau; • Enjeux liés à l'administration de la justice – implication du Barreau. 	M ^e Anny Bernier M ^e Véronic Picard	2
Comité interministériel - Conditions troubles mentaux	Mise en place d'un comité de liaison permanent qui vise à optimiser la collaboration entre les différents intervenants et optimiser le processus entourant le partage d'information et les communications avec la Commission d'examen des troubles mentaux.	M ^e Patrick Michel M ^e Anny Bernier	6
Comité interministériel - Radars photos	Le Comité fixe les orientations quant à la révision du modèle actuel, notamment en ce qui a trait aux stratégies d'opération, au traitement des infractions et au partage des rôles et responsabilités avec les municipalités qui souhaiteraient participer au programme.	M ^e Anny Bernier M ^e Karen Bédard	5
Table de concertation en matière de sécurité	Discuter des enjeux en matière de sécurité dans les palais de justice. La table centrale de coordination constitue le forum où sont discutées et proposées des orientations sur des sujets d'intérêt provincial. Elle assure généralement le suivi des travaux effectués par les tables de concertation régionales.	M ^e Sophie Lamarre M ^{me} Marie-Élisabeth O'Neill	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Comité intersectoriel sur les décès par acte criminel	Le comité vise à favoriser les échanges d'expertise et développer des pratiques concertées afin d'offrir aux proches endeuillés des services répondant mieux à leurs besoins découlant de l'acte criminel commis.	M ^e Anne-Andrée Charette	2
Comité central du plan de lutte contre l'intimidation des intervenants du système judiciaire	Comité assurant le partage d'information et des meilleures pratiques en matière d'intimidation des intervenants du système judiciaire, suivant le plan de lutte à l'intimidation mis sur pied en 2001. La coordination du comité est effectuée par la Sûreté du Québec, section menace extrémiste.	M ^e Jean Caron M ^e Nicolas Poulin M. Sylvain Chabot M. Patrick Dubé	0
Comité national d'écoute électronique (CNEÉ) – National Wiretap Expert Committee	Présentation de nouvelles technologies et pratique en matière d'écoute électronique. Réunion annuelle à laquelle participent les corps policiers, les poursuivants des provinces et fédéraux et des experts policiers.	M ^e Robert Benoit	6
Comité restreint – Comparution la fin de semaine et les journées fériées	Échanger sur les problématiques rencontrées lors de la mise en œuvre au sein d'une nouvelle région, établir de nouvelles procédures. Comité avec le MSP, MJQ, la magistrature ainsi que le DPCP.	M ^e Érika Porter	0
Table interministérielle en itinérance	La table assure la planification et la réalisation des travaux inhérents à la politique nationale de lutte à l'itinérance et au plan d'action qui en découlera sous la coordination du MSSS.	M ^e Véronique Breton	1
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Valleyfield)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M ^e Pierre-Olivier Gagnon M ^e Mariève Rondeau-Desjardins M ^e Dominique Potvin	2
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Mont-Laurier)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M ^e Pierre-Olivier Gagnon M ^e Dominique Potvin M ^e Jean-Michel Baril M ^e Mathieu Chapdelaine M ^e Neil Demmerle-Shantz	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Gatineau)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M ^e Pierre-Olivier Gagnon M ^e François Santerre M ^e Sylvain Petitclerc M ^e Dominique Potvin	3
Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Promouvoir l'utilisation efficace et efficiente des ressources matérielles des ministères et organismes publics du Québec.	M ^{me} Chantale Bilodeau M. Pierre-Alexandre Giasson M ^{me} Cathy Pelletier	3
Comité exécutif (CE) du Forum des gestionnaires en ressources matérielles (FGRM)	Définir les orientations et les enjeux du Forum, voir au cheminement des dossiers, établir un lien avec les autorités de diverses organisations et structurer le Forum et les réunions.	M. Pierre-Alexandre Giasson	3
Forum des responsables de l'application des règles contractuelles (RARC)	Rencontre annuelle destinée aux RARC pour les informer des nouveautés réglementaires et afin d'en assurer le suivi dans notre organisation.	M ^{me} Chantale Bilodeau	1
Comité – Sécurité dans les palais de justice	Comité en lien avec la sécurité dans les palais de justice. Comité formé d'intervenants du MJQ, du MSP et du DPCP discutant des enjeux de sécurité, rôles et responsabilités et mise à jour de l'entente de gestion concernant la sécurité dans les palais de justice.	M ^{me} Linda Gauthier M. Sylvain Chabot M. Patrick Dubé	3
Comité provincial Centaure	Comité stratégique créé dans le cadre de la stratégie Centaure portant sur la violence armée au Québec et impliquant plusieurs partenaires dont notamment la Sûreté du Québec (SQ), le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), le Service des poursuites pénales du Canada (SPPC), le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Centre de dépistage des armes à feu du Québec ainsi que le contrôleur des armes à feu.	M ^e Catherine Chagnon M ^e Danny Lemieux	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Plan d'action conjoint Santé Canada, Directeur des poursuites criminelles et pénales et ministère de la Sécurité publique du Québec	Priorisation des analyses de pièces à conviction de produits de cannabis.	M ^e Jacques Blais M ^e Marc-Olivier Vachon-Lavallée M ^e Magalie Provost M ^e Karen Bédard	3
Consultations projet de Loi – Implication des services correctionnels dans le suivi des décisions de la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM)	Dans le cadre du plan de travail conjoint sur le suivi des personnes déclarées non criminellement responsables, le ministère de la Sécurité publique (MSP) est responsable de la mesure 3.2, soit « <i>Analyser les façons d'optimiser les suivis des conditions des accusés jugés non criminellement responsables</i> ». Le MSP sollicite la collaboration du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) à ses travaux, afin d'identifier les enjeux de faisabilité juridique et opérationnelle, et ultimement, présenter un projet de loi d'ici le 26 avril 2024.	M ^e Magalie Provost M ^e Megan Côté M ^e Karine Cardinal-Émond	5
Comité directeur ACCES construction	Contribuer, par des actions concertées, à accroître la conformité des entrepreneurs, des employeurs et des travailleurs du secteur de la construction à l'égard des diverses obligations légales auxquelles ils sont assujettis.	M ^e Karen Bédard M ^e Marie-Pier Champagne	3
Comité des coordonnateurs ACCES alcool	Déterminer les meilleures pratiques en termes d'inspection et d'enquête et définir le cadre des poursuites qui seront soumises relativement aux lois en matière de boissons alcooliques.	M ^e Étienne Proteau	1
Comité tactique ACCES alcool	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine.	M ^e Étienne Proteau	2
Comité d'exploitation et d'intégration de projet (phase 3) en matière de radar photo	Coordonner les travaux des différents comités de la phase 3 et s'assurer du respect des échéanciers.	M ^e Kathy Bergeron	28

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Comité ACCES cannabis	Rechercher des solutions permettant de rendre moins accessible le cannabis illicite.	M ^e Kathy Bergeron M ^e Marc-Olivier Vachon-Lavallée	2
Table d'échange en droit autochtone	Susciter les échanges en matière de droit autochtone.	M ^e Cathy Fortin	2
Table de concertation des communications ADPQ-DPCP	Cette table est l'occasion de partager les bonnes pratiques en matière de communication, de favoriser les contacts interpersonnels et de créer des canaux de communications fluides entre le DPCP et les organisations policières.	M ^e Audrey Roy-Cloutier	2
Comité consultatif du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJLM)	<p>Le rôle du comité consultatif est de fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration des politiques; • L'élaboration de nouvelles initiatives touchant le service client; • L'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties, comme des changements à signaler des formats de rapports, etc.; <p>Le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs.</p>	M ^e Anne-Andrée Charrette M ^e Pauline Lachance	4
Forum des poursuivants	Lieu d'échange, partage et de discussion sur les enjeux communs des poursuivants publics. Les membres du Forum se rencontreront quatre fois par année en présentiel ou en virtuel.	M ^e Sophie Lamarre M ^e Catherine Dumais	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2023-2024
Groupes de travail ADPQ-DPCP	Les Groupes de travail sur la gestion de la preuve et les enquêtes d'envergure (GTGPEE) ont pour mandat d'identifier les enjeux légaux, opérationnels et financiers en matière de gestion de la preuve et les enquêtes d'envergure ainsi que ceux relatifs au processus judiciaire (sur lesquels le groupe de travail doit se pencher dans le cadre de ses travaux) et proposer des mesures à mettre en place pour y répondre.	M ^e Sophie Lamarre M ^e Catherine Dumais M ^e Marlène Archer M ^e Rachelle Pitre M ^e William Lemay M ^e Danny Lemieux M ^e Valérie Lahaie M ^e Marie-Hélène Magnan M ^e Mélanie Dufour	2
Comité exécutif sur les crimes majeurs	Comité présidé par la SQ qui inclut tous les représentants policiers provinciaux. En plus d'échanger sur des dossiers d'enquête ayant une portée provinciale, le comité a également pour mandat d'assurer le partage des meilleures pratiques et des nouveautés dans le domaine des enquêtes criminelles. Enfin, il est également un forum privilégié pour discuter des enjeux juridiques touchant la communauté policière.	M ^e Sophie Lamarre M ^e Catherine Dumais	2
Table de partage de la formation et de l'information juridique ADPQ-DPCP	Recenser les formations déjà développées, analyser les possibilités de partage et déterminer la faisabilité d'en développer d'autres en partenariat. Trouver un outil de partage en ligne des formations ou de capsules d'information. Participeront le DPCP, la SQ, le SPVQ, l'UPAC, l'ENPQ, un représentant des niveaux 1, 2 et 3 désignés par l'ADPQ et le Commissaire à la déontologie policière.	M ^e Catherine Dumais	3

Question 10	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2023-2024. INDIQUER, POUR CHACUNE :
	A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR; E. LES PROCÈS-VERBAUX; F. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE); G. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2023-2024 ET 2024-2025.

Date	Lieux	Personnes présentes	Coût
30 et 31 mai 2023	Vancouver	M ^e Anthony Cotnoir	2 545 \$
11 au 13 octobre 2023	Bromont	M ^e Anthony Cotnoir	688 \$
17 novembre 2023	Réunion virtuelle	M ^e Anthony Cotnoir	0 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos.

Ces documents sont protégés en vertu des articles 18 et 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils ont été obtenus d'un autre gouvernement ou sont constitués de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

Question 11	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2023-2024 :
	A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

Nom de la campagne	Coûts	Nom de la firme	Diffusion	Objectif visé
Promotion des emplois offerts au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et du processus de qualification annuel à la fonction de procureur	1 468 \$	Facebook	Avril à juillet 2023	Susciter des candidatures pour les emplois offerts au DPCP et pour le processus annuel de qualification à la fonction de procureur.
Promotion de la capsule de prévention de l'exploitation sexuelle des personnes mineures dans le cadre du Grand Prix du Canada	174 \$	Facebook	Juin 2023	Prévenir l'exploitation sexuelle des personnes mineures dans le cadre de l'événement.
Total :	1 642 \$			

<div>Question 15</div>	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2023-2024 :</p> <p>A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.</p> <p>FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.</p>
------------------------	--

Aucun.

Q uestion	20	POUR 2023-2024, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2024-2025. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024, DE SA MISE EN ŒUVRE.
--------------	----	---

Principales réalisations dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 :

Le 28 octobre 2016, le gouvernement du Québec, en collaboration avec le ministère de la Justice du Québec et les partenaires, a lancé la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 (Stratégie VS 2016-2021)*. En vigueur jusqu'en 2021, cette dernière comprenait 55 actions dont le principal objectif était d'apporter des solutions novatrices aux problématiques qu'elle ciblait, soit les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle.

La *Stratégie VS 2016-2021* a été prolongée jusqu'au 19 juin 2022, veille du lancement de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 (Stratégie SIV 2022-2027)*.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), dans le cadre de la plus récente *Stratégie SIV 2022-2027*, est porteur de la mesure suivante :

- Augmenter au sein du DPCP le nombre d'effectifs affectés aux dossiers en matière de violence sexuelle (action 26).

Cette mesure a permis l'embauche de 20 procureurs et 13 membres du personnel administratif. De ce nombre, on compte 11 postes en violence sexuelle. Dix procureurs ont aussi fait l'objet d'une prolongation de contrat.

Pour l'année 2023-2024, un budget de 7 280 000 \$ a été octroyé au DPCP en lien avec la mise en place de la *Stratégie SIV 2022-2027*.

<div>Question 56</div>	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2023-2024 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2024-2025 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.</p>
------------------------	---

Selon l'information accessible, la somme allouée à l'externe pour tout type de services juridiques s'élève, au total, à 70 400 \$ et les détails en lien avec les services rendus sont de nature confidentielle.

Question 57	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D’AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2023-2024.
-------------	---

Aucun.

<div>Question 62</div>	<p>POUR 2023-2024, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) :</p> <p>A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LES NOMS DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS; B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN INDIQUANT, S’IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.</p>
------------------------	--

Selon l’information accessible, la somme allouée à l’externe pour tout type de services juridiques s’élève, au total, à 60 000 \$ et les détails en lien avec les services rendus sont de nature confidentielle.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2024-2025

Question 63	AU 31 MARS 2024, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.
-------------	---

Note : Institué par la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* le 15 mars 2007, le Directeur des poursuites criminelles et pénales dirige pour l’État, sous l’autorité du ministre de la Justice et Procureur général, les poursuites criminelles et pénales au Québec. Les substituts du Procureur général sont, depuis cette date, désignés « procureurs aux poursuites criminelles et pénales ».

District judiciaire	Nombre	Total district
QUÉBEC Québec Bureau du directeur Secrétariat général Service de la gestion des biens saisis Direction des communications Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil	 58 5 4 7 1 8 23 19 5 2 3	135
MONTMAGNY Montmagny	 3	3
BEAUCE Saint-Joseph-de-Beauce	 5	5
RIMOUSKI Matane Rimouski Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	 6 8 1 1 1 1	18
KAMOURASKA Rivière-du-Loup Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels	 11 1 1 1	14
GASPÉ Percé Bureau de service-conseil	 4 2	6
BONAVENTURE New Carlisle Bureau des affaires pénales	 4 1	5
BAIE-COMEAU Baie-Comeau Bureau des affaires pénales	 7 1	8
MINGAN Sept-Îles Bureau des affaires de la jeunesse	 9 1	10
ROBERVAL Roberval	 7	9

District judiciaire	Nombre	Total district
Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	1 1	
CHICOUTIMI Saguenay Bureau des affaires pénales Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	18 2 1 1	22
ALMA Alma Roberval Bureau de service-conseil	1 1 1	3
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	17 1 2 1 2 1	24
ARTHABASKA Victoriaville	4	4
SAINT-MAURICE La Tuque Shawinigan Bureau de service-conseil	1 8 2	11
DRUMMOND Drummondville Bureau de service-conseil	6 1	7
SAINT-FRANÇOIS Sherbrooke Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	21 1 2 2	26
BEDFORD Granby Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	13 3 1 1	18
FRONTENAC Thetford Mines	3	3
LONGUEUIL Longueuil Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	51 6 8 4	69
IBERVILLE Saint-Jean-sur-Richelieu Bureau de service-conseil	7 2	9
BEAUHARNOIS Salaberry-de-Valleyfield Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	25 2 3 1	31
RICHELIEU Sorel-Tracy Bureau de service-conseil	6 1	7

District judiciaire	Nombre	Total district
SAINT-HYACINTHE Saint-Hyacinthe	14	14
MONTREAL Amos* Montréal Bureau du directeur Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil	4 131 1 8 15 9 14 63 3	248
TERREBONNE Saint-Jérôme Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	32 4 6 3	45
ABITIBI Amos Val-d'Or Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	13 8 2 2	25
LABELLE Maniwaki Mont-Laurier Bureau des affaires de la jeunesse	1 3 2	6
GATINEAU Gatineau Bureau du directeur Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	31 1 3 4	39
ROUYN-NORANDA Rouyn-Noranda Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	9 2 1	12
LAVAL Laval Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	30 2 3 1	36
JOLIETTE Joliette Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	25 3 3 1 5	37
Grand Total	909	909

Les données sont extraites de SAGIR, en date du 3 mars 2024.

* Procureurs du bureau d’Amos travaillant à partir de Montréal.

Question 64	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.
-------------	--

Pour 2023-2024, 18 procureurs ont démissionné. Aucun coût n’est relié à ces démissions.

Le nombre de démissions exclut les procureurs ayant démissionné afin d’être nommés à titre de juge ou à un emploi supérieur pendant l’exercice 2023-2024.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (PLQ)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

QUESTION 65	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2023-2024 (EX. : GANGS DE RUE, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE.
-------------	--

District judiciaire	Crimes sexuels	Crime organisé	Crimes économiques	Violence conjugale
QUÉBEC				
Québec	9	5	2	10
Bureau des mandats organisationnels				3
Bureau du service juridique	1			
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		1		
RIMOUSKI				
Bureau des mandats organisationnels	1			
MINGAN				
Sept-Îles				2
ROBERVAL				
Roberval				2
CHICOUTIMI				
Saguenay	2	1		3
TROIS-RIVIÈRES				
Trois-Rivières	2	1	1	1
SAINT-MAURICE				
La Tuque				1
Shawinigan				1
SAINT-FRANÇOIS				
Sherbrooke	3	1		3
Bureau des mandats organisationnels	1			
BEDFORD				
Granby	1	1		
LONGUEUIL				
Longueuil	13	4	1	6
Bureau des affaires de la jeunesse	2			
IBERVILLE				
Saint-Jean-sur-Richelieu	1	1		1
BEAUHARNOIS				
Salaberry-de-Valleyfield	4			6
Bureau des affaires de la jeunesse	2			
RICHELIEU				
Sorel-Tracy	1		1	
SAINT-HYACINTHE				
Saint-Hyacinthe	2		1	2
MONTREAL				
Montréal	20	15	10	20
Bureau des mandats organisationnels	1			1
Bureau des affaires de la jeunesse	2	2		

District judiciaire	Crimes sexuels	Crime organisé	Crimes économiques	Violence conjugale
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		19	31	
TERREBONNE				
Saint-Jérôme	7	2	2	3
Bureau des affaires de la jeunesse	2			
ABITIBI				
Amos	1			
Val-d'Or	1			1
LABELLE				
Mont-Laurier	1			
GATINEAU				
Gatineau	4			6
ROUYN-NORANDA				
Rouyn-Noranda	2			2
Bureau des affaires de la jeunesse	1			
LAVAL				
Laval	4	3	1	5
JOLIETTE				
Joliette	5	1	1	13
Bureau des mandats organisationnels	1			
GRAND TOTAL	97	57	51	92

Les données sont au 3 mars 2024.

Les procureurs présentés dans le tableau sont ceux dont les dossiers spécialisés représentent 51 % et plus de leur tâche effectuée au cours de la période de référence, soit du 1^{er} avril 2023 au 3 mars 2024.

D'autres procureurs peuvent avoir traité des dossiers spécialisés sans toutefois que ceux-ci aient occupé 51 % ou plus de leur charge de travail pendant la période de référence.

Le port d'attache de chaque procureur au 3 mars 2024 a servi à la détermination du district judiciaire. Cependant, certains d'entre eux peuvent avoir traité des dossiers dans d'autres districts judiciaires s'ils y étaient affectés avant cette date.

Par ailleurs, plusieurs procureurs inclus dans la catégorie « crimes économiques » traitent des dossiers de criminalité organisée, tels que des dossiers liés à des stratagèmes de corruption et de malversation, à des fraudes financières, à des fraudes fiscales, à du blanchiment d'argent, etc. Ainsi, parmi les 51 procureurs de la catégorie « crimes économiques », 31 proviennent du Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales.

En ce sens, il n'y a aucun procureur identifié dans la catégorie « gang de rue » puisqu'ils sont inclus dans la catégorie « crime organisé » (voir la question PLQ.83).

Enfin, il s'agit d'une photo des effectifs au 3 mars 2024, donc le nombre de procureurs peut différer au cours de l'année de référence, par exemple, lorsqu'un poste de procureur vacant est en cours de dotation.

Q uestion 66	<p>CONCERNANT LE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, INDIQUER ET FOURNIR POUR LES DISTRICTS DE BEAUHARNOIS, BEDFORD, DRUMMOND, SAINT-MAURICE, QUÉBEC, LAVAL, SAINT-FRANÇOIS, MONTMAGNY, MÉGANTIC ET MINGAN :</p> <p>A) LA VENTILATION DES EFFECTIFS EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS D'EMBAUCHES ET DE DÉPARTS POUR 2024-2025; B) LE NOMBRE DE DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE TRAITÉS EN 2023-2024 ET LES DÉLAIS; C) LES COÛTS ENGENDRÉS PAR L'IMPLANTATION DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE; D) LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.</p>
--------------	---

Au 29 février 2024, voici la ventilation des postes octroyés et pourvus pour les districts visés :

- District judiciaire de Beauharnois :
 - Bureau de l'Ouest du Québec, point de service de Salaberry-de-Valleyfield : un poste de procureur en chef adjoint, quatre (4) postes de procureurs et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Bedford :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Granby : deux (2) postes de procureurs et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Drummond :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Drummondville : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire Saint-Maurice :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de La Tuque : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Québec :
 - Bureau de Québec, point de service de Québec : trois (3) postes de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Laval :
 - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Laval : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Saint-François :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Sherbrooke : un (1) poste de procureur
- District de Montmagny :
 - Bureau de Québec, point de service de Montmagny : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Mégantic :
 - Bureau du Sud du Québec, point de service de Lac-Mégantic : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Mingan :
 - Bureau de l'Est du Québec, point de service de Sept-Îles : un (1) poste de procureur

Pour l'exercice 2023-2024, le **budget autorisé est de 3 185 400 \$** et les **dépenses réelles au 29 février 2024 sont de 4 067 729 \$**.

Tableau du nombre de dossiers en matière de violence sexuelle et de violence conjugale traités

2023-2024*	Violence conjugale	Violence sexuelle	Nombre de dossiers traités
Beauharnois : Valleyfield	1 284	158	1 442
Bedford : Granby	616	109	725
Drummond : Drummondville	543	97	640
Saint-Maurice : La Tuque	123	16	139
Québec : Québec	3 120	451	3 571
Laval : Laval	1 579	169	1 748
Saint-François : Sherbrooke	705	198	903
Montmagny : Montmagny	145	33	178
Mégantic : Mégantic	55	10	65
Mingan : Sept-Îles	233	21	254

* Les données de l'année 2023-2024 sont du 1^{er} avril 2023 au 29 février 2024.

Question 69	ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD (NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES, INTERPRÈTES ET PROCUREURS).
-------------	---

Au cours de l'exercice 2023-2024, aucun procureur aux poursuites criminelles et pénales (procureur) n'était affecté de façon permanente dans le Nord. Cette région est desservie par la cour itinérante.

Cependant, chaque circuit de la cour itinérante est desservi par une seule et même équipe de procureurs. Sauf circonstances exceptionnelles, les procureurs se rendent toujours dans la même communauté et l'équipe assume la responsabilité des dossiers du début jusqu'à la fin des procédures.

De plus, il importe de souligner qu'une nouvelle couverture de services est offerte à Kuujjuaq, et ce, dans le but d'assurer une certaine permanence en dehors des termes de cour grâce à l'affectation de procureurs de l'extérieur du point de service d'Amos.

Question 71	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.
-------------	---

Cette question sera répondue par le ministère de la Justice, sauf en ce qui a trait aux procès abandonnés. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) comptabilise manuellement le dépôt de *nolle prosequi*. Cette comptabilisation n’a pas de valeur statistique et sert à observer, confirmer ou infirmer des tendances.

Pour la période de 1^{er} mars 2023 au 29 février 2024, le DPCP a déposé 238 *nolle prosequi* en raison des délais judiciaires en matière criminelle. Il est à noter qu'un accusé peut être visé par plus d'un *nolle prosequi*.

Q _{uestion} 72	POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION OU DE PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).
-------------------------	--

Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction

Infractions	Articles	Nombre	%
Vol d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	334b)ii)	1 010	47,17
Voies de fait	266b)	280	13,08
Proférer des menaces de causer la mort ou des lésions corporelles	264.1(1)a)(2)b)	232	10,83
Méfait à l'égard de biens privés	430(1)a)(4)b) 430(1)b)(4)b) 430(1)c)(4)b) 430(1)d)(4)b)	124	5,79
Entrave à un agent de la paix	129a)e)	95	4,44
Bris de probation	733.1(1)b)	56	2,62
Fraude à l'égard d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	380(1)b)ii)	50	2,34
Agression armée	267a)	36	1,68
Contravention aux règlements des armes à feu	86(2)(3)b)	31	1,45
Possession de cannabis (<i>Loi sur le cannabis</i>)	8(1)(a) 8(1)b) 8(1)e)	31	1,45
Harcèlement criminel	264(3)b)	26	1,21
Proférer des menaces de brûler, détruire ou endommager des biens meubles ou immeubles/de tuer, empoisonner ou blesser un animal ou un oiseau qui est la propriété de quelqu'un	264.1(1)b)(3)b) 264.1(1)c)(3)b)	16	0,75
Infractions diverses	---	154	7,19
Total		2 141 ¹	100

¹ Il s'agit du nombre de chefs d'accusation pour l'ensemble des dossier non judiciarisés.

Statistiques relatives à la non-judiciarisation

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Abitibi	605	Amos	5
	614	Baie-James et circuit intérieur	18
	170	Chibougamau	1
	640	Baie-d'Hudson	31
	620	La Sarre	12
	635	Baie d'Ungava	2
	625	Senneterre	3
	615	Val-d'Or	32

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Total district			104
Alma	160	Alma	5
Total district			5
Arthabaska	415	Victoriaville	7
Total district			7
Baie-Comeau	655	Baie-Comeau	8
Total district			8
Beauce	350	Saint-Joseph-de-Beauce	9
Total district			9
Beauharnois	760	Salaberry-de-Valleyfield	119
Total district			119
Bedford	455	Cowansville	0
	460	Granby	38
Total district			38
Bonaventure	105	New-Carlisle	8
Total district			8
Charlevoix	240	La Malbaie	5
Total district			5
Chicoutimi	150	Chicoutimi	93
Total district			93
Drummond	405	Drummondville	48
Total district			48
Frontenac	235	Thetford Mines	3
Total district			3
Gaspé	115	Havre-Aubert	4
	110	Percé	30
	130	Sainte-Anne-des-Monts	22
Total district			56
Gatineau	550	Gatineau	222
Total district			222
Iberville	755	Saint-Jean-sur-Richelieu	31
Total district			31
Joliette	705	Joliette	104
Total district			104
Kamouraska	250	Rivière-du-Loup	18
Total district			18
Labelle	565	Maniwaki	19
	560	Mont-Laurier	30

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Total district			49
Laval	540	Laval	133
Total district			133
Longueuil	505	Longueuil	209
Total district			209
Mégantic	480	Lac-Mégantic	11
Total district			11
Mingan	652	Cour itinérante	21
	650	Sept-Îles	31
Total district			52
Montmagny	300	Montmagny	10
Total district			10
Montréal	500	Montréal	48
Total district			48
Pontiac	555	Campbell's Bay	10
Total district			10
Québec	200	Québec	184
Total district			184
Richelieu	765	Sorel-Tracy	12
Total district			12
Rimouski	120	Amqui	12
	125	Matane	13
	135	Mont-Joli	1
	100	Rimouski	7
Total district			33
Roberval	155	Roberval	5
Total district			5
Rouyn-Noranda	600	Rouyn-Noranda	27
Total district			27
District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Saint-François	450	Sherbrooke	145
Total district			145
Saint-Hyacinthe	750	Saint-Hyacinthe	58
Total district			58
Saint-Maurice	425	La Tuque	16
	410	Shawinigan	11
Total district			27
Témiscamingue	610	Ville-Marie	12

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
Total district			12
Terrebonne	700	Saint-Jérôme	194
Total district			194
Trois-Rivières	400	Trois-Rivières	44
Total district			44
GRAND TOTAL			2 141

Question 73	TOUT DOCUMENT PRÉPARÉ VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT OU DU PARCOURS JUDICIAIRE D'UNE VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.
--------------------	--

Modifications aux directives du directeur des poursuites criminelles et pénales

Entre décembre 2022 et décembre 2023, le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) a modifié ses directives à quatre reprises, dans un souci constant d'amélioration de ses pratiques et du meilleur accompagnement des personnes victimes. Voici les principaux changements :

- Poursuite verticale : sauf exception, les dossiers en matière de violence conjugale et en matière de violence sexuelle sont traités par le même procureur aux poursuites criminelles et pénales (procureur) de la première communication avec la victime jusqu'à la fin des procédures. Si des circonstances entraînent un changement de procureur dans son dossier, le nouveau procureur au dossier en informe la personne victime;
- Contrôle coercitif : ajout de la notion de contrôle coercitif en matière de violence conjugale;
- Sécurité des enfants : le besoin de sécurité des enfants vivant en contexte de violence conjugale est maintenant pris en compte lors de la remise en liberté;
- Rencontres avec la personne victime (avant l'autorisation, post-autorisation et préparatoires au témoignage) : le procureur privilégie la préférence exprimée par la personne victime quant aux modalités de la rencontre (en personne ou à distance via des moyens de télécommunication).

Procureurs mieux formés

Le DPCP maintient l'obligation pour les procureurs œuvrant en matière de violence conjugale ou de violence sexuelle de suivre les deux parcours de formation spécialisée, d'une durée de 15 heures chacun.

Ligne info DPCP en violence conjugale et sexuelle – 1 877 547-DPCP (3727)

Les personnes victimes de violence conjugale ou sexuelle et les intervenants qui leur viennent en aide peuvent contacter la ligne pour obtenir des renseignements gratuits et confidentiels sur le processus judiciaire criminel. Le DPCP fait la promotion de la ligne en continu lors d'événements, d'entrevues et autres initiatives de communication publique et distribue des cartes aux citoyens.

Information pour les personnes victimes

Le DPCP a posé plusieurs actions concrètes afin de joindre les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale et de sensibiliser la population, soit :

- présence sur les réseaux sociaux;
- interventions publiques dans les médias;
- production et diffusion de capsules d'information;
- production et diffusion d'une série de capsules portant sur la marchandisation des activités sexuelles;
- publication d'articles de blogue;
- mise à jour, par le DPCP, de plusieurs textes dans la section Accompagnement des personnes victimes d'un crime du site Québec.ca, notamment la page « [Interdire la publication d'information sur la victime d'un crime](#) »;
- dans le cadre des [12 jours d'action contre les violences faites aux femmes](#), participation à l'Opération nationale concertée en prévention de la violence entre partenaires intimes organisée par la Sûreté du Québec lors de laquelle les procureurs présents à plusieurs points de sensibilisation ont transmis de l'information et remis un document sur la ligne Info DPCP.

Formations visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une personne victime de violence sexuelle et conjugale

Le DPCP a offert plusieurs formations visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une personne victime de violence sexuelle et de violence conjugale. Des documents ont été préparés et distribués aux participants de ces formations, soit des procureurs, des policiers ou des intervenants du système sociojudiciaire.

Guide du poursuivant – Infractions relatives à la violence et à l'exploitation sexuelles

En 2021, le DPCP a diffusé à l'interne le ***Guide du poursuivant – infractions relatives à la violence et à l'exploitation sexuelles***. Ce guide, non public, concrétise un engagement pris dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*. Cet ouvrage de référence pour tout procureur ayant à traiter des dossiers de violence et d'exploitation sexuelles contient des renseignements importants quant aux droits des personnes victimes et au soutien qui leur est offert.

Des travaux de mise à jour du guide ont été entrepris et se poursuivront en 2024.

Collaboration à des projets externes au DPCP

Le DPCP a participé à plusieurs projets de différents partenaires :

- en tant que membre du ***Comité provincial sur l'intervention médicosociale en centres désignés pour les victimes d'agression à caractère sexuel***, le DPCP a participé activement à la rédaction de la dernière version du *Guide d'intervention médicosociale*, à paraître;
- en tant que membre du comité aviseur ***Projet de formation des intervenants judiciaires***, le DPCP a contribué à la création de la formation actuellement offerte;
- en tant que membre du comité du ***Projet d'apprentissage en ligne de la Fondation Marie-Vincent***, le DPCP a œuvré à la construction de la formation à être offerte. Il a aussi pris part à la rédaction du projet de livre au sujet de la trajectoire sociojudiciaire d'un enfant qui dénonce un abus sexuel dirigé par la Fondation Marie-Vincent, à paraître;
- le DPCP a par ailleurs invité la Sûreté du Québec à venir présenter aux membres de la Communauté de savoir en violence sexuelle la formation ***Entrevue cognitive adaptée aux traumatismes***;

Le DPCP est aussi un partenaire principal dans divers comités qui vise l'implantation et le développement des meilleures pratiques en matière de violence conjugale. À cet effet, il a grandement contribué au développement du nouveau formulaire provincial pour la prise de déclaration de la personne victime;

- le DPCP s'est aussi démarqué en collaborant activement avec les groupes sociojudiciaires œuvrant auprès des personnes victimes. Il a entre autres **collaboré à la rédaction du napperon et de la trousse sur le contrôle coercitif distribués par le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale à tous les corps policiers du Québec**. Le DPCP a également distribué plusieurs de ces outils au bénéfice des procureurs dans les différentes régions du Québec.

Question 74	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2024.
-------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits budgétaires.

Question 76	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2023-2024. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.
-------------	--

L'avortement de procès ne survient que lors d'un procès devant jury, lorsque celui-ci est en désaccord en vertu de l'article 653 du *Code criminel*.

Lorsque le jury ne s'entend pas
653 (1) Lorsque le juge est convaincu que le jury ne peut s'entendre sur son verdict, et qu'il serait inutile de le retenir plus longtemps, il peut, à sa discrétion, le dissoudre et ordonner la constitution d'un nouveau jury pendant la session du tribunal, ou différer le procès aux conditions que la justice peut exiger.

L'interprétation de cet article a été élargie à toutes les situations où un juge détermine que le jury n'est pas en mesure de prendre une décision juste et impartiale.

En 2023-2024, on compte deux procès en matière criminelle pour lesquels un juge a ordonné l'avortement.

Question 77	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION.
-------------	---

Aucune poursuite n’a été intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales à la suite des vérifications de la Commission d’accès à l’information.

Question 78	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2023-2024 : A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;
	INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : I. L'OBJET DE LA POURSUITE; II. LES SANCTIONS DONNÉES.

Au cours de l'année 2023-2024, huit poursuites ont été intentées (constats d'infraction signifiés) par le Directeur des poursuites criminelles et pénales en regard de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, c. T-11.011).

Le tableau suivant présente le nombre de poursuites intentées (constats d'infraction signifiés) par article de loi.

	2023-2024
Article 15	8
Total	8

Article 15 : *Tout changement au contenu de la déclaration relative à un lobbyiste, y compris celui résultant de la fin de son engagement et celui résultant de l'exercice de nouvelles activités de lobbyisme, doit, au plus tard le trentième jour suivant le changement, faire l'objet d'un avis de modification présenté au registre.*

Question 79	BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES DE LA STRATÉGIE DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, VENTILÉ ET SOMMES OCTROYÉES PAR MESURE EN DATE DU 31 MARS 2024
-------------	---

Depuis le 1^{er} avril 2023, la mesure *Jordan* a été intégrée dans les opérations budgétaires courantes du Directeur des poursuites criminelles et pénales, ce qui signifie qu'il n'existe plus de programme distinct associé à cette mesure. Les postes accordés en 2016 dans le cadre de cette mesure ont été régularisés.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2024-2025

Question 80	AU 31 MARS 2024, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.
-------------	---

Note : Institué par la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* le 15 mars 2007, le Directeur des poursuites criminelles et pénales dirige pour l'État, sous l'autorité du ministre de la Justice et Procureur général, les poursuites criminelles et pénales au Québec. Les substituts du Procureur général sont, depuis cette date, désignés « procureurs aux poursuites criminelles et pénales ».

District judiciaire	Nombre	Total district
QUÉBEC Québec Bureau du directeur Secrétariat général Service de la gestion des biens saisis Direction des communications Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil	 58 5 4 7 1 8 23 19 5 2 3	135
MONTMAGNY Montmagny	 3	3
BEAUCE Saint-Joseph-de-Beauce	 5	5
RIMOUSKI Matane Rimouski Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	 6 8 1 1 1 1	18
KAMOURASKA Rivière-du-Loup Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels	 11 1 1 1	14
GASPÉ Percé Bureau de service-conseil	 4 2	6
BONAVENTURE New Carlisle Bureau des affaires pénales	 4 1	5
BAIE-COMEAU Baie-Comeau Bureau des affaires pénales	 7 1	8
MINGAN Sept-Îles Bureau des affaires de la jeunesse	 9 1	10
ROBERVAL Roberval Bureau des affaires de la jeunesse	 7 1	9

District judiciaire	Nombre	Total district
Bureau de service-conseil	1	
CHICOUTIMI Saguenay Bureau des affaires pénales Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	18 2 1 1	22
ALMA Alma Roberval Bureau de service-conseil	1 1 1	3
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	17 1 2 1 2 1	24
ARTHABASKA Victoriaville	4	4
SAINT-MAURICE La Tuque Shawinigan Bureau de service-conseil	1 8 2	11
DRUMMOND Drummondville Bureau de service-conseil	6 1	7
SAINT-FRANÇOIS Sherbrooke Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	21 1 2 2	26
BEDFORD Granby Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	13 3 1 1	18
FRONTENAC Thetford Mines	3	3
LONGUEUIL Longueuil Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	51 6 8 4	69
IBERVILLE Saint-Jean-sur-Richelieu Bureau de service-conseil	7 2	9
BEAUHARNOIS Salaberry-de-Valleyfield Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	25 2 3 1	31
RICHELIEU Sorel-Tracy Bureau de service-conseil	6 1	7
SAINT-HYACINTHE		14

District judiciaire	Nombre	Total district
Saint-Hyacinthe	14	
MONTREAL Amos* Montréal Bureau du directeur Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil	4 131 1 8 15 9 14 63 3	248
TERREBONNE Saint-Jérôme Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	32 4 6 3	45
ABITIBI Amos Val-d'Or Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	13 8 2 2	25
LABELLE Maniwaki Mont-Laurier Bureau des affaires de la jeunesse	1 3 2	6
GATINEAU Gatineau Bureau du directeur Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	31 1 3 4	39
ROUYN-NORANDA Rouyn-Noranda Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	9 2 1	12
LAVAL Laval Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	30 2 3 1	36
JOLIETTE Joliette Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	25 3 3 1 5	37
Grand Total	909	909

Les données sont extraites de SAGIR, en date du 3 mars 2024.

* Procureurs du bureau d’Amos travaillant à partir de Montréal.

Question 84	BILAN DE MISE EN ŒUVRE PAR MESURE, AVEC ÉCHÉANCIER ET SOMMES VERSÉES POUR CHACUNE DES MESURES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE. VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'UTILISATION DES BUDGETS.
-------------	---

Le Plan pour moderniser le système de Justice (PMSJ) a fait l'objet d'une annonce le 24 avril 2018.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) collabore activement à la réalisation du PMSJ qui s'articule autour de trois axes : instaurer des pratiques innovantes, mettre la justice à l'heure des nouvelles technologies et communiquer efficacement l'information entre les principaux partenaires.

Les mesures prévues au PMSJ, qui sont sous la gouverne du DPCP, sont maintenant achevées, à l'exception du programme de gestion électronique des dossiers de poursuite (programme GESTE), pour lequel les travaux se poursuivent.

Mesures achevées :

- programme de non-judiciarisation;
- mise en place de différentes pratiques favorisant la négociation avant l'audience au pénal;
- lignes directrices en matière de divulgation de la preuve pour les corps policiers;
- formation des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) sur les directives;
- programme « Offre de règlement rapide »;
- assurer la disponibilité des procureurs en dehors des salles de cour;
- déploiement d'un logiciel de formation en ligne pour les procureurs.

Mesure en cours :

- Programme GESTE :

Sous la responsabilité et gouverne du DPCP, ce programme a pour objectif l'informatisation du processus de travail des procureurs et du personnel administratif du DPCP en mettant en place des processus et des solutions qui permettent :

- de recevoir numériquement des services de police et partenaires les demandes d'intenter des procédures (DIP) et les éléments de preuve;
- d'analyser et traiter numériquement les DIP dans le but de rendre une décision d'intenter ou non des procédures judiciaires;
- de divulguer la preuve.

Ce programme regroupe plusieurs projets :

- les travaux liés au programme GESTE continuent de progresser. Le dossier d'affaires du troisième projet « Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel » a été approuvé par le Secrétariat du Conseil du trésor le 30 novembre 2021. L'objectif est de déployer les solutions développées dans les projets précédents et d'assurer la gestion du changement au sein des différents bureaux du DPCP;
- le projet « Décision et dossier de poursuite » s'est terminé le 10 juillet 2022. Ce projet visait l'ajout de fonctionnalités, la conception du dossier de cour numérique, la production des documents légaux et l'intégration d'une solution sécuritaire de divulgation numérique de la preuve;
- le projet « Réception et analyse des demandes d'intenter des procédures » s'est quant à lui terminé le 31 août 2020. Celui-ci a permis de mettre en place les infrastructures et le développement des versions de base des solutions d'affaires.

Il est à noter que le projet « Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel » a été suspendu le 19 juin 2023 puisque le déploiement des solutions d'affaires exige une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. Des mesures sont en place afin de renforcer la consultation et la collaboration dans le but de limiter les répercussions opérationnelles et d'orchestrer les travaux de façon optimale.

De plus, les vérifications et les travaux requis sont en cours afin de pouvoir poursuivre le déploiement de la solution d'affaires dans tous les points de service du DPCP. L'équipe de projet vise à ce que le nouveau système de mission soit déployé pour chacun des points de service d'ici la fin du mois d'avril 2024 afin de le rendre accessible en mode « consultation » à l'ensemble du personnel du DPCP. Cette étape permettra d'entamer la gestion du changement auprès du personnel qui sera ainsi en mesure de s'approprier progressivement ce nouvel environnement de travail.

Le déploiement du système APPUI contribuera de façon importante à l'efficacité de l'organisation dans le traitement des dossiers de poursuites, au bénéfice des corps de police et de la société. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent cependant un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du système de justice criminelle, laquelle pourrait nécessiter le développement d'une stratégie gouvernementale.

Utilisation des budgets par Axes – en k\$

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	TOTAL
	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	*Dépenses probables	
Total	3 010,9	8 939,1	7 410,4	8 580,1	10 762,3	13 687,9	52 390,7

**Il s'agit de la dépense probable au 31 janvier 2024. Le ministère de la Justice ne demande plus le suivi par mesure et le reclassement sera fait en fin d'année financière seulement.*

Question 99	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.
-------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits budgétaires.

Question 101	<p>NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2023-2024. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER :</p> <p>A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.</p>
--------------	---

Date	Lieu	Personnes présentes	Coût
17 et 18 mai 2023	Halifax	M ^e Patrick Michel M ^e Anny Bernier	4 548 \$
1 ^{er} et 2 novembre 2023	Yellowknife	M ^e Patrick Michel M ^e Sophie Lamarre M ^e François Godin (Réception d'un prix)	5 031 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos.

Ces documents sont protégés en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils sont formés de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

Q _{uestion} 125	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2023-2024 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (RLRQ CHAP. C.-11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.
--------------------------	---

Au cours de l'année 2023-2024, deux poursuites ont été intentées (constats d'infraction signifiés) par le Directeur des poursuites criminelles et pénales relativement à des infractions à la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11).

2023-2024 (du 1^{er} avril 2023 au 29 février 2024)
Charte de la langue française
Ventilation par article

Article	Nombre de poursuites intentées (Constats d'infraction signifiés)
52	1
10 R.9	1
Total	2

Article 52 : *Publication sur le site Web rédigée dans une langue autre que le français.*

Article 10 R.9 : *Rédaction d'une publication commerciale sur Internet dont la version française ne respecte pas les conditions d'accessibilité et de qualité.*

Suivi des constats d'infraction signifiés	
Résultat	Nombre
Plaidoyer de culpabilité	0
Procès	2
Prêt à transférer à la cour	0
Délai plaidoyer/paiement ¹	0
Total	2

¹ Le défendeur a 30 jours, après la signification du constat d'infraction, pour transmettre son plaidoyer ou son paiement (art. 160 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1)).